

ACCORD-CADRE DE TRAVAUX

Cahier des Clauses Administratives Particulières

Valant pour l'accord-cadre et pour les marchés subséquents sur lequel ils se fondent

Objet du marché

**TRAVAUX DE RENOVATION DES INSTALLATIONS D'ECLAIRAGE
PUBLIC**

Acheteur public

Communauté Urbaine de Dunkerque

Mois M0 = juillet 2025

Table des matières

1. Caractéristiques principales de l'accord-cadre	5
1.1 Objet de l'accord-cadre	5
1.2 Allotissement des travaux	5
1.3 Décomposition en tranche	5
1.4 Représentation des parties	5
Maîtrise d'œuvre	5
2. Forme de l'accord-cadre	6
3. Modalités de passation des marchés subséquents	6
3.1 Exclusivité détenue par les titulaires de l'accord-cadre & Limitations	7
4. Conditions d'exécution des travaux	8
4.1 Santé et sécurité des travailleurs	8
4.2 Préparation des travaux : plans d'exécution	8
4.2.1 Plans d'exécution et autres documents d'exécution	8
4.2.2 Visa des plans d'exécution	9
4.3 Organisation, sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier	10
4.3.1 Ouverture du chantier.....	10
4.3.1 Installations de chantier / Fluides – énergies.....	11
4.3.1 Sécurité du chantier	11
4.3.2 Organisation du chantier.....	12
4.4 Sous-traitance directe ou indirecte	14
4.5 Matériels, matériaux et produits	14
4.6 Contrôles et vérifications	15
5. Délais d'exécution des travaux	15
5.1 Calendrier détaillé d'exécution.....	15
5.2 Prolongation du délai d'exécution	16
6. Réception des travaux	16
6.1 Conditions de réception des travaux.....	16
6.2 Levées de réserves.....	17
6.3 Dossier des ouvrages exécutés (DOE)	17
6.4 Documents nécessaires à l'établissement du DIUO	18
7. Garanties.....	18
7.1 Garantie de parfait achèvement	18
7.2 Garantie décennale	19
8. Clauses d'exécution financière	19
8.1 Prix.....	19
8.1.1 Forme et contenu du prix	19

8.1.2 Variation des prix du Bordereau des prix de l'accord-cadre	20
8.1.3 Actualisation des prix des travaux faisant l'objet de marchés subséquents « ordinaires » rémunérés à prix global et forfaitaire.....	21
8.2 Retenue de garantie	22
8.3 Primes.....	22
8.4 Avance (marché subséquent ordinaire).....	22
8.5 Acomptes (marché subséquent).....	23
8.6 Cession et nantissement de créances	23
9. Modalités de facturation et de paiement	23
9.1 Travaux confiés au titulaire d'un marché subséquent	23
9.1.1 Décomptes et acomptes	23
9.1.2 Décompte final (art. 12.3 du CCAG TRAVAUX).....	24
9.2 Décompte général et définitif (art. 12.4 du CCAG TRAVAUX)	24
9.3 Transmission des demandes de paiement.....	25
9.3.1 Facture (demande de paiement).....	25
9.3.2 Transmission des demandes de paiement	26
9.4 Délai de paiement.....	26
9.5 Intérêts moratoires	26
10. Revue de contrat / Clause de revoyure	27
10.1 Revue de contrat.....	27
10.2 Clause de revoyure / de réexamen.....	27
11. Clauses administratives	29
11.1 Pièces constitutives du marché & Hiérarchie des pièces contractuelles	29
11.2 Forme des notifications et informations au titulaire / Ordres de service.....	30
11.2.1 Forme des notifications	30
11.2.2 Ordres de services	30
11.3 Assurances.....	30
11.3.1 Assurances du titulaire	30
11.3.2 Assurances du maître d'ouvrage.....	31
11.4 Modifications dans la situation du titulaire.....	31
11.4.1 Changement sans création d'une nouvelle personne morale ou physique.....	31
11.4.2 Changement entraînant la création d'une nouvelle personne morale ou physique.....	31
11.4.3 Changement de situation : procédure de sauvegarde, redressement ou liquidation judiciaire	31
11.5 Modifications de l'accord-cadre ou d'un marché subséquent s'y rapportant	32
12. Sanctions / Résiliation du marché	33
12.1 Sanctions financières.....	33
12.2 Résiliation du marché.....	34
12.2.1 Résiliation pour motif d'intérêt général	34

12.2.2 Résiliation pour faute	35
13. Clauses réglementaires	35
13.1 Confidentialité / Sécurité	35
13.2 Respect des dispositions du code du travail	35
13.2.1 Co-contractant établi en France	35
13.2.2 Co-contractant établi à l'étranger.....	36
13.3 Travailleurs étrangers.....	36
13.4 Travailleurs détachés.....	36
14. Dérogations au CCAG -TX.....	37

1. Caractéristiques principales de l'accord-cadre

1.1 Objet de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre a pour objet de confier l'exécution de travaux de rénovation d'éclairage public sur le territoire de la Communauté Urbaine de Dunkerque.

Cet accord cadre est à différencier de celui concernant l'exécution de travaux neufs d'éclairage public sur le territoire des 9 communes ayant transféré leur compétence éclairage public à la Communauté Urbaine de Dunkerque et sur toute commune du territoire dans le cadre d'opérations d'aménagement spécifique. Cet accord cadre fait l'objet d'une procédure distincte.

Les travaux commandés auprès de l'un des titulaires de l'accord-cadre seront décrits, par l'acheteur public, dans les marchés subséquents qui lui sont notifiés au fur et à mesure des besoins.

L'acheteur public peut être conduit à apporter des précisions lors des réunions préparatoires et/ou d'autres réunions de chantier.

Le mode d'exécution des ouvrages ainsi que la provenance et la qualité des matériaux sont décrits dans le Cahier des clauses techniques particulières se rapportant au présent accord-cadre. Ces éléments pourront être précisés par l'acheteur public lors de la commande des travaux.

Lieu d'exécution : territoire de la communauté urbaine

1.2 Allotissement des travaux

Sans objet

1.3 Décomposition en tranche

Sans objet.

1.4 Représentation des parties

Maîtrise d'œuvre	Communauté Urbaine de Dunkerque DGTET – Espaces publics et mobilités mutualisée - ECLAIRAGE PUBLIC Christophe DUREUX, chef de service christophe.dureux@tud.fr Stéphanie FLECKSTEINER, responsable d'unité éclairage public - effacement de réseaux • Espaces publics et mobilités mutualisée
------------------	---

	stephanie.flecksteiner@cud.fr
Contrôle technique Missions : LP, PS, LE, SEI, TH, HAND	Porté à la connaissance du titulaire lors de chaque commande/marché subséquent, en amont du déroulement du chantier.
Coordination pour la sécurité et la protection de la santé des travailleurs	

Les personnes habilitées pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire sont désignées dans l'acte d'engagement. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché : dans ce cas, le titulaire est tenu d'en informer l'Acheteur, par mail à l'adresse suivante : commandepublique@cud.fr.

2. Forme de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre sera exécuté par la conclusion de marchés subséquents.

3. Modalités de passation des marchés subséquents

La mise en concurrence dans le cadre de chaque marché subséquent se déroulera dans les conditions suivantes :

- 1) Envoi aux titulaires de l'accord-cadre, via la plateforme dématérialisée (aux adresses mail indiquées par les entreprises), d'un dossier comportant notamment un règlement de la consultation, un descriptif des travaux devant être exécutés, l'acte d'engagement du marché subséquent, le bordereau des prix.
- 2) Dépôt des offres par les entreprises titulaires selon les modalités définies par l'acheteur public
- 3) Critères d'appréciation des offres : l'attribution du marché subséquent se fera sur la base des critères pondérés suivants en fonction de la nature des travaux :

Critères	Fourchette de pondération
Prix	100 %

Chaque titulaire de l'accord-cadre pourra se voir confier jusqu'à 3 marchés subséquents par an. Si un titulaire reçoit la notification de ses 3 marchés et qu'il est premier au classement d'un nouveau

marché subséquent, alors le deuxième candidat classé obtiendra le marché. Si ce dernier a également obtenu 3 marchés, le troisième candidat sera choisi, et ainsi de suite.

Aucune variante ni prestations supplémentaires éventuelles ne seront autorisées pour la passation de l'accord cadre et des marchés subséquents.

Les titulaires du présent accord-cadre ne pourront pas apporter de modifications substantielles aux termes fixés dans l'accord-cadre lors de la passation des marchés subséquents.

3.1 Exclusivité détenue par les titulaires de l'accord-cadre & Limitations

Seuls les titulaires du présent accord-cadre peuvent se voir attribuer des marchés subséquents se rapportant aux travaux objet du présent accord-cadre.

Toutefois, par dérogation au principe d'exclusivité dont bénéficie les titulaires du présent accord-cadre, l'acheteur peut s'adresser à une autre entreprise dans les conditions mentionnées dans le tableau suivant.

Motifs pour lesquels l'acheteur peut recourir à un tiers	Conditions dans lesquelles l'acheteur fait usage de cette dérogation
Absence de réponse à une consultation pour un marché subséquent	La possibilité de recourir à un tiers est conditionnée par le fait qu'aucun titulaire de l'accord-cadre n'a remis d'offre sur le profil d'acheteur pour un marché subséquent.
Incapacité du titulaire d'un marché subséquent d'exécuter les travaux commandés dans les délais impartis	La possibilité de recourir à un autre titulaire de l'accord-cadre est subordonnée à la production d'un écrit (mail) du titulaire du marché subséquent (qui confirme l'impossibilité pour ce dernier de répondre au besoin de l'acheteur dans les délais impartis) ou au constat de l'acheteur que le titulaire dudit marché est dans l'incapacité d'exécuter les travaux dans les délais impartis. Le cas échéant, l'acheteur recourra à un autre titulaire de l'accord-cadre.
Non prise de rendez-vous / Non-production du devis dans les délais impartis	Le cas échéant, l'acheteur recourra à un autre titulaire de l'accord-cadre.
Problèmes non résolus par le titulaire concernant : <ul style="list-style-type: none">– soit l'exécution technique de travaux confiés dans le cadre du marché subséquent ;– soit l'exécution financière desdits travaux (problèmes de devis incohérent /surfacturation).	Dans l'attente de la résolution de ces problèmes, l'acheteur recourra à un autre titulaire de l'accord-cadre. Si ces difficultés venaient à être répétitives, l'acheteur se réserve le droit de résilier, pour faute, le marché subséquent conformément aux dispositions du présent CCAP.

4. Conditions d'exécution des travaux

4.1 Santé et sécurité des travailleurs

Le tableau ci-dessous identifie la catégorie de l'opération de travaux ainsi que les documents à établir par l'entreprise et le coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs (coordonnateur « SPS »).

Catégorie de l'opération (art. 4532-1 du code du travail)	Documents à établir par les titulaires des marchés	Documents à établir par le CSPS
<input type="checkbox"/> 1 ^{ère} catégorie	Plan particulier de sécurité et de protection de la santé	PGC / DIUO / RJ Inspections communes Projet de règlement intérieur du CISSCT
<input type="checkbox"/> 2 ^{ème} catégorie		PGC / DIUO / RJ Inspections communes
<input type="checkbox"/> 3 ^{ème} catégorie	Plan particulier de sécurité et de protection de la santé simplifié	PGC simplifié DIUO / RJ Inspections communes

Au fur et à mesure des chantiers à mener, l'acheteur public identifiera auprès du titulaire à qui l'exécution des travaux a été confiée, la catégorie de l'opération à laquelle les travaux se rapportent.

L'absence de remise des plans nécessaires pour assurer la sécurité et la protection de la santé des travailleurs fait obstacle au commencement de la réalisation des travaux.

4.2 Préparation des travaux : plans d'exécution

4.2.1 Plans d'exécution et autres documents d'exécution

Les plans d'exécution des ouvrages, les notes de calcul, les études de détail, les spécifications techniques détaillées et tous les documents complémentaires à ceux du marché, nécessaires à la réalisation des ouvrages, sont dus par le titulaire du marché.

Ils sont établis par le titulaire du marché pendant la période de préparation et au cours de l'exécution des travaux.

Ils sont remis au maître d'œuvre et au contrôleur technique et, le cas échéant, au coordonnateur SPS dans les délais qui lui sont indiqués.

Les modalités de transmission (nombres d'exemplaires, destinataires, etc.) sont définies – aussi bien pour les documents à contrôler que pour la diffusion des documents visés – au cours de la première réunion d'étude réunissant le titulaire et le maître d'œuvre.

Le cas échéant, le titulaire dessine sur ses plans d'exécution, outre ses propres ouvrages, les ouvrages mitoyens à ceux-ci.

Les documents établis par le titulaire ne peuvent, en aucun cas, modifier les dispositions du marché, sauf dérogation expresse qui est alors notifiée par ordre de service.

Si le titulaire détecte une erreur sur les plans du maître d'œuvre, il doit le lui signaler immédiatement par écrit et l'en informer.

Le titulaire doit participer à la recherche de solutions constructives dans le cadre de son obligation de conseil.

Il doit notamment :

- Signaler les divergences entre les cotes figurant sur les plans et les relevés effectués sur le terrain ;
- Solliciter de la part de la maîtrise d'œuvre tous les renseignements qualitatifs ou quantitatifs qui n'apparaissent pas de façon suffisamment explicite sur les documents qui lui sont remis ;
- Contrôler sur place les dimensions des ouvrages exécutés par d'autres entreprises et tous autres éléments susceptibles d'affecter l'établissement de ses propres plans d'exécution.

4.2.2 Visa des plans d'exécution

Le titulaire du marché ne peut commencer l'exécution d'un ouvrage qu'après avoir reçu le visa du maître d'œuvre et l'avis du contrôleur technique sur les documents nécessaires à leur exécution.

Dans le cas où le titulaire commence les travaux avant l'obtention de ce visa, la réalisation de l'ouvrage ne peut donner lieu à rémunération ; le titulaire en supporte l'ensemble des conséquences et notamment le risque de devoir démolir et reconstruire à ses frais les ouvrages réalisés, ainsi que la pénalisation des retards susceptibles d'en résulter.

Le titulaire doit tenir compte des délais de visa et anticiper la production des documents de façon à disposer de documents visés avant la date prévue au calendrier détaillé pour le démarrage des travaux correspondants.

Le délai de délivrance du visa du maître d'œuvre est fixé à 1 semaine, à compter de la réception par celui-ci des documents d'exécution. Toutefois, lorsque le nombre ou le volume remis par le titulaire dépasse le niveau planifié dans le programme des études d'exécution, pour quelque cause que ce soit, le maître d'œuvre se réserve le droit de prolonger ce délai.

Le titulaire est responsable du retard dans l'exécution de ses travaux, dû à une remise

tardive de ses documents ainsi que de leurs modifications pour mise au point ; les délais d'exécution contractuels n'étant pas modifiés.

Le titulaire du marché est tenu de présenter au visa du maître d'œuvre – avant le commencement des travaux - les documents suivants :

- ✚ Plans d'exécution, notes de calcul et autres documents nécessaires à l'exécution des ouvrages que le titulaire doit réaliser
- ✚ Fiches techniques des produits / matériels que le titulaire utilisera pour l'exécution des ouvrages et dont la communication est demandée par le maître d'œuvre
- ✚ Plan détaillé des installations de chantier et des ouvrages provisoires s'il y a lieu.

Toute modification en cours d'études du fait du titulaire entraîne un nouvel envoi des documents pour visa au maître d'œuvre et au contrôleur technique.

Si, à la suite de la transmission de plans d'exécution au visa du maître d'œuvre, ce dernier est conduit à faire des observations et/ou des réserves nécessitant une reprise du ou des plans par le titulaire, cette reprise ou mise à jour des documents d'exécution ne peut, en aucune manière, justifier une prolongation du délai d'exécution ou une rémunération supplémentaire pour reprise d'étude.

Le titulaire demeure exclusivement et entièrement responsable des erreurs ou omissions qui résultent de ses calculs, études et documents d'exécution. Il ne peut, quel que soit le l'état d'avancement des études et des travaux, y compris après leur achèvement, prétexter du visa apposé sur ses documents par le maître d'œuvre ou le contrôleur technique pour se soustraire à ses obligations contractuelles ou pour diminuer sa responsabilité.

Dans le cas où le titulaire commence les travaux avant l'obtention de ce visa, la réalisation de l'ouvrage ne peut donner lieu à rémunération ; le titulaire en supporte l'ensemble des conséquences et notamment le risque de devoir démolir et reconstruire à ses frais les ouvrages réalisés, ainsi que la pénalisation des retards susceptibles d'en résulter.

Tout retard dans la transmission de ces documents peut faire l'objet de pénalités.

4.3 Organisation, sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

4.3.1 Ouverture du chantier

Un procès-verbal d'ouverture de chantier (PVOC) ou un plan de prévention est dressé par le maître d'œuvre et mentionné dans le compte-rendu de chantier ainsi que, le cas échéant, dans le registre journal tenu par le coordonnateur SPS. Il est nécessairement antérieur au début des travaux.

Ce PVOC ou ce plan de prévention est établi par le maître d'œuvre en présence du coordonnateur SPS, du contrôleur technique et du titulaire.

De plus, avant le début des travaux, un constat contradictoire de l'état des lieux est dressé en présence du titulaire, du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre.

4.3.1 Installations de chantier / Fluides – énergies

Les mesures d'hygiène se rapportant à la mise à disposition des installations sanitaires et de restauration seront déterminées conformément aux dispositions du code du travail, en amont du chantier et en fonction de sa durée. Le maître d'ouvrage portera à la connaissance du titulaire s'il lui met ou non à disposition des vestiaires, sanitaires ou emplacement pour se restaurer.

Le titulaire doit tous les branchements provisoires en eau, en électricité ou autre selon les besoins, nécessaires à l'exécution des travaux.

4.3.1 Sécurité du chantier

Le titulaire est tenu de respecter les mesures de coordination définies par le coordonnateur SPS ou le maître d'œuvre ainsi que les procédures de travail et obligations réglementaires applicables en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

Il donne suite, pendant toute la durée d'exécution des travaux, aux mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS ou par le maître d'œuvre.

Le coordonnateur SPS ou le maître d'œuvre a libre accès au chantier. Il informera, sans délai, la maîtrise d'ouvrage de tout manquement du titulaire et/ou cotraitants et ou sous-traitants en la matière.

En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers, le coordonnateur SPS ou le maître d'œuvre dispose de toute l'autorité pour prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

Le titulaire communique directement au maître d'œuvre ou au coordonnateur SPS (s'il en a désigné un) la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ; les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants ; la copie des déclarations d'accident du travail.

Le titulaire informe le maître d'œuvre ou le coordonnateur SPS de toutes les réunions qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet.

Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est porté à la connaissance de l'Acheteur.

4.3.2 Organisation du chantier

Equipes dédiées

Chaque entreprise titulaire du présent accord-cadre s'est engagée à mobiliser deux équipes dédiées dotées des qualifications, expériences et habilitations permettant d'une part, l'exécution des travaux faisant l'objet de bons de commande dans les règles de l'art, d'autre part, leur mobilisation simultanée en fonction des besoins de l'Acheteur et enfin, l'exécution des travaux confiés dans le cadre de marchés subséquents.

Chaque équipe dédiée est composée à minima d'un chef de chantier et de 2 électriciens TST ;

l'entreprise titulaire les mobilisant librement en fonction des travaux qui lui sont confiés.

Si, pour une raison indépendante de la volonté du titulaire, un ou des personnels désignés dans son offre initiale sont dans l'impossibilité d'exécuter eux-mêmes les travaux demandés, le titulaire en avise sans délai le maître d'œuvre. Le titulaire prend alors toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des travaux ne s'en trouve ni compromise ni altérée. A cet effet, le titulaire est tenu de proposer à la validation du maître d'œuvre un remplaçant à qualification et expérience équivalente et de communiquer, sans délai, le nom – qualifications de ce remplaçant au maître d'œuvre. Le maître d'œuvre peut le récuser, imposant ainsi au titulaire de proposer une autre personne.

Tout changement dans l'une des équipes dédiées doit faire l'objet d'une approbation par le maître d'œuvre (et ce, tout au long de la vie de l'accord-cadre).

Connaissance des lieux

Le titulaire est réputé avoir :

- Pris connaissance des lieux sur lesquels vont se dérouler les travaux et apprécié toutes les difficultés d'exécution (accès, aires de stockage disponibles, etc.)
- Collecté auprès des services publics ou assimilés (eaux, gaz, électricité, télécoms, etc.) toutes les informations qui peuvent lui être utiles pour la conduite de son chantier.

Réunions de chantier

Le titulaire doit se faire représenter aux rendez-vous de chantier tenus à l'initiative du maître d'œuvre et à toutes les réunions de coordination du chantier auxquelles il est convoqué, ainsi qu'aux réunions organisées à l'initiative du coordonnateur SPS (le cas échéant).

Le représentant du titulaire doit avoir le pouvoir de l'engager et de donner sur le champ les ordres nécessaires aux personnels du titulaire sur le chantier.

Ces réunions peuvent faire l'objet d'un compte-rendu établi par le maître d'œuvre et soumis au représentant du titulaire qui explicite éventuellement ses réserves.

Le titulaire est tenu de participer aux réunions de chantier. L'absence du titulaire ou la participation d'une personne n'ayant pas le pouvoir de l'engager peut faire l'objet de pénalités.

Mise à disposition d'emprises par le maître d'ouvrage

Nature de l'emprise	Mise à disposition par l'Acheteur	Démarche administrative (demande d'autorisation)
Emplacement des installations de chantier	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> <u>NON</u>	<input type="checkbox"/> A charge de la ville <input type="checkbox"/> <u>A charge du titulaire (par dérogation à l'art. 31.3 du CCAG TX)</u>
Emplacement pour le stockage des matériels	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> <u>NON</u>	<input type="checkbox"/> A charge de la ville <input type="checkbox"/> <u>A charge du titulaire (par dérogation à l'art. 31.2 du CCAG TX)</u>

Le maître d'œuvre/le maître d'ouvrage communique les informations aux titulaires au fur et à mesure des chantiers à mener.

Protection contre les nuisances de chantier

Le titulaire doit, à ses frais, prendre toutes les dispositions utiles pour atténuer la gêne occasionnée aux activités internes et riveraines et pour réduire autant que possible les nuisances de toute nature telles que les bruits / odeurs – fumées / poussières, saletés / présence de débris divers et gravats / dégradations des voies d'accès du fait de la circulation des engins et camions / etc.

Le titulaire doit prendre en compte les différentes prescriptions législatives relatives à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux.

Accès au chantier & Garde / protection des ouvrages

Chaque titulaire est responsable du contrôle d'accès sur le chantier ainsi que de la garde et de la protection de ses propres ouvrages.

Il doit, à ses frais, réparer tout vol, dégradation ou destruction causé à ses ouvrages par des tiers ou par suite d'une circonstance extérieure même constitutive de force majeure, sans pouvoir rechercher d'une quelconque manière le maître d'ouvrage (dès lors que les faits se sont produits avant la notification de la décision de réception concernant l'ouvrage correspondant).

Nettoyage de chantier

Le titulaire assure l'évacuation quotidienne de ses gravats et le maintien en état de propreté

permanent de ses zones d'intervention. S'il ne satisfait pas à son obligation, le maître d'œuvre fait procéder à ses frais à tout nettoyage et enlèvement de gravats qu'il juge nécessaires.

Le titulaire doit le nettoyage final du chantier avant réception. En cas de nécessité, le maître d'œuvre peut faire appel à une entreprise spécialisée de nettoyage au frais du titulaire.

4.4 Sous-traitance directe ou indirecte

En complément des dispositions des art. R.2193-3 et s. du code de la commande publique et de l'art. 3.6 du CCAG TRAVAUX, les conditions de l'exercice de la sous-traitance directe et indirecte sont définies ainsi qu'il suit.

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du présent marché à condition d'avoir obtenu de l'Acheteur l'acceptation et l'agrément des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

Un sous-traitant ne peut commencer à intervenir sur le chantier que s'il a été accepté par l'Acheteur et s'il a adressé au maître d'œuvre ou au coordonnateur SPS un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (si celui-ci est exigé par la loi).

Si le maître d'œuvre ou le coordonnateur SPS constate la présence sur le chantier d'un sous-traitant non agréé, celui-ci est exclu du lieu des travaux. L'Acheteur met en demeure le titulaire de lui transmettre la déclaration de sous-traitance correspondante.

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, le titulaire remet à l'Acheteur une déclaration de sous-traitance (imprimé DC4) dûment remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant l'indication des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant et accompagnée des attestations de régularité fiscale et sociale du sous-traitant.

Le formulaire DC4 version du 01/01/2024 (déclaration de sous-traitance) peut être téléchargé à l'adresse internet suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Une copie des documents devra être communiquée par le titulaire au sous-traitant.

En cas de sous-traitance, le titulaire du marché demeure personnellement responsable du respect de toutes les obligations résultant du marché envers l'Acheteur.

Le recours à la sous-traitance sans acceptation préalable et agrément des conditions de paiement expose le titulaire à la résiliation du marché pour faute. Il en est de même si le titulaire a fourni, en toute connaissance, des renseignements inexacts à l'appui de sa demande de sous-traitance.

4.5 Matériels, matériaux et produits

L'ensemble des cahiers des charges, DTU, des règles de calcul, des cahiers des clauses spéciales rendus obligatoires par décrets ou normes européennes reconnues s'appliquent au marché.

Les CCTP fixent la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé à l'entière initiative du titulaire.

Les marques, labels ou références dans les CCTP s'entendent assortis de la mention « ou techniquement équivalent ». Dans le cas où le titulaire propose des matériaux ou matériels répondant à des marques, labels ou références différents, il doit apporter la preuve de cette équivalence.

4.6 Contrôles et vérifications

Les contrôles, essais, vérifications tant qualitatifs que quantitatifs s'appliquent aussi bien aux matériaux et aux produits qu'aux ouvrages et matériels fabriqués ou mis en œuvre.

Tous les contrôles des ouvrages et/ou parties d'ouvrages définis dans le présent marché sont à la charge exclusive du titulaire.

Ces contrôles sont exécutés par un organisme notoirement compétent, que le titulaire soumet à l'agrément du maître d'œuvre. Une copie des résultats est adressée au maître d'œuvre.

Les CCTP définissent le niveau de qualité des prestations et matériaux demandés ; le titulaire ne peut les substituer que sous réserve d'un accord express du maître d'œuvre.

5. Délais d'exécution des travaux

Les délais d'exécution sont indiqués dans l'acte d'engagement du marché subséquent des travaux, complété par les dispositions suivantes :

5.1 Calendrier détaillé d'exécution

Le titulaire élabore un calendrier détaillé d'exécution qui indique la répartition calendaire de ses interventions au sein de la durée globale des travaux. Le calendrier indique la durée et la date probable du délai d'exécution ainsi que la durée et la date probable de départ des délais particuliers correspondants aux interventions successives de l'entrepreneur sur le chantier.

Le calendrier détaillé d'exécution est soumis à l'approbation du maître d'œuvre et de la maîtrise d'ouvrage, conformément à l'art. 28.2.3 du CCAG TRAVAUX. Il devient contractuel après sa notification au titulaire. +

Le délai d'exécution s'entend comme la période comprise entre la date de début de travaux indiquée sur l'ordre de service et la date d'achèvement des travaux. Il comprend le repliement des installations de chantier et la remise en état des lieux.

Conformément à l'art. 41.3 du CCAG TRAVAUX, le procès-verbal de réception des travaux arrête la date d'achèvement des travaux et, en cas de réserves, la date limite laissée au titulaire pour remédier à ces réserves.

La réception prend effet à la date d'achèvement des travaux arrêtée dans le procès-verbal, qui

permet de déterminer, a posteriori, le délai d'exécution constaté des travaux, tenant compte des éventuelles prolongations accordées au cours de l'exécution du chantier.

Le non-respect des délais d'exécution expose le titulaire à des pénalités.

Suivi du calendrier détaillé d'exécution :

Le suivi du calendrier détaillé d'exécution peut être effectué lors d'une réunion au cours de laquelle le titulaire présente au maître d'œuvre le point d'avancement des études et des travaux en indiquant les pourcentages d'avancement de chacune des tâches, en commentant les difficultés rencontrées et en annonçant les mesures prises pour les résoudre et rattraper l'éventuel retard constaté.

En cas de retard sur des tâches dites « critiques », le maître d'œuvre peut exiger que le titulaire définisse, dans le délai maximal de 4 jours, les moyens exceptionnels à mettre en œuvre pour rattraper le retard. Ces moyens sont à la charge du titulaire.

Lorsque l'avancement d'un chantier est jugé insuffisant, le titulaire est mis en demeure d'activer l'exécution des travaux. Si le titulaire ne satisfait pas à cette injonction, le maître d'ouvrage se réserve le droit de les faire exécuter ou terminer par une autre entreprise titulaire de l'accord-cadre.

5.2 Prolongation du délai d'exécution

La décision de prolongation de délai prévue par l'art. 18.2.2 du CCAG TRAVAUX est notifiée au titulaire par ordre de service (charge au maître d'œuvre de fixer le nouveau délai d'exécution du marché, après avoir sollicité préalablement l'avis du titulaire).

Sous peine de ne pouvoir bénéficier d'une prolongation du délai d'exécution, le titulaire est tenu de signaler au maître d'œuvre, dans un délai de 2 jours calendaires à compter de sa survenance, toute circonstance ou évènement qui ne soit imputable ni à sa faute ni à son fait, susceptible de motiver une prolongation du délai d'exécution.

Toutes justifications nécessaires permettant au maître d'œuvre d'apprécier le bien-fondé des difficultés signalées et la durée de l'éventuelle prolongation de délai doivent être fournies concomitamment.

Aucune prolongation de délai d'exécution ne peut être accordée pour des évènements survenus après l'expiration du délai contractuel, éventuellement déjà prolongé.

6. Réception des travaux

6.1 Conditions de réception des travaux

Les dispositions des articles 41 (réception de l'ensemble des travaux) et 42 (réception partielle) du CCAG TRAVAUX s'appliquent.

6.2 Levées de réserves

Dans les cas où la réception des travaux :

- 1^{er} cas : certaines prestations prévues par l'acheteur n'ont pas été exécutées par l'entreprise.
→ La décision de réception est prononcée sous réserve que le titulaire s'engage à exécuter ces prestations (réserves prononcées au titre de l'art. 41.5 du CCAG TRAVAUX).
- 2^{ème} cas : certaines prestations ont été imparfaitement exécutées.
→ La décision de réception est assortie de réserves : le titulaire doit remédier à des imperfections ou malfaçons (réserves prononcées au titre de l'art. 41.6 du CCAG TRAVAUX).

Dans chacune de ces deux hypothèses, le titulaire est tenu de lever les réserves dans le délai fixé par le maître d'ouvrage ou, à défaut, dans un délai de 3 mois à compter de la date de la notification de la décision de réception.

A défaut pour le titulaire de lever les réserves énoncées par l'acheteur dans le délai qui lui est fixé, des pénalités de retard seront appliquées.

Au cas où ces travaux ne seraient pas exécutés dans le délai prescrit, l'acheteur peut les faire exécuter aux frais et risques du titulaire, après mise en demeure restée infructueuse.

→ Par dérogation à l'article 12.4.2 du CCAG TRAVAUX, le titulaire n'est recevable à présenter son projet de décompte final ou sa facture qu'après qu'il a été constaté, à sa demande, par le maître d'œuvre, que l'ensemble des réserves ont été levées.

Ce constat doit être dressé de manière contradictoire.

6.3 Dossier des ouvrages exécutés (DOE)

Le titulaire est tenu de remettre au maître d'œuvre la totalité des éléments constitutifs du DOE, au format « pdf » et « dwg » (pour les plans).

Le DOE comprend :

- Les plans d'ensemble et de détails, les plans de récolement conformes aux ouvrages exécutés par le titulaire ;
- Les notices de fonctionnement et d'entretien des ouvrages, les spécifications de pose, les prescriptions de maintenance des éléments d'équipements mis en œuvre, les conditions de garantie des fabricants attachées à ces équipements ;
- Les essais de luminance et d'éclairement
- Les constats d'évacuation des déchets.

Par dérogation à l'art. 40 du CCAG TRAVAUX, ce dossier complet et exact doit être

communiqué, au plus tard, à la date des opérations préalables à la réception des ouvrages.

Le maître d'œuvre procède à la vérification de l'exhaustivité et de l'exactitude du DOE remis par le titulaire et en informe ce dernier. Le délai de vérification courant de la date de remise du DOE par le titulaire jusqu'à la date de réception par le titulaire de la décision prise par le maître d'œuvre est neutralisé pour l'appréciation du respect du délai de remise du DOE, qui recommence à courir si le DOE doit être complété ou corrigé par le titulaire à l'issue des vérifications.

A défaut pour le titulaire de remettre un DOE exact et exhaustif dans le délai prescrit au présent article, des pénalités de retard seront appliquées.

Si, à la date à laquelle le titulaire doit se voir notifier le décompte général en application de l'article 12.4.2 du CCAG TRAVAUX, la pénalité par jour calendaire de retard continue à courir, le délai de notification du décompte général est suspendu de plein droit jusqu'à ce qu'il soit possible d'y inscrire le montant définitivement connu de la pénalité, sans que des intérêts moratoires ne puissent courir pendant la période considérée sur le solde du décompte général du marché.

6.4 Documents nécessaires à l'établissement du DIUO

Le titulaire remet au coordonnateur SPS, dans les délais qui lui sont prescrits, l'ensemble des documents nécessaires à l'établissement du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO).

7. Garanties

7.1 Garantie de parfait achèvement

Le délai de garantie de parfait achèvement est fixé à un an.

Lors de cette période de garantie de parfait achèvement et en application des principes de l'article 1792-6 du Code civil, le titulaire doit :

- remédier à tous les désordres qui lui sont imputables et qui lui sont notifiés par le maître de l'ouvrage ou, le cas échéant, par le maître d'œuvre ;
- procéder, le cas échéant, aux travaux confortatifs ou modificatifs des travaux qu'il a réalisés dont les épreuves ont, le cas échéant, démontré la nécessité.

Le délai de garantie court à compter de la date de réception des travaux.

Par dérogation à l'art. 44.2 du CCAG TRAVAUX, si, à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé à l'exécution des travaux et prestations nécessaires à la levée des réserves émises tant à la réception que pendant le délai de garantie, le délai de garantie de parfait achèvement est prolongé, sans formalité préalable, jusqu'à l'exécution complète des travaux et prestations, que celle-ci soit assurée par le titulaire ou par un tiers à ses frais et risques après mise

en demeure restée infructueuse.

7.2 Garantie décennale

Les titulaires sont responsables de plein droit du fait des dommages affectant les ouvrages en les rendant impropres à leur destination, au titre de la garantie décennale.

Ces différentes garanties engagent le titulaire, pendant les délais fixés, à effectuer ou à faire effectuer, à ses frais, sur simple demande du maître d'ouvrage, toutes les réparations, réfections ou remplacements nécessaires pour remédier aux défauts constatés, que ceux-ci proviennent d'une défectuosité des produits ou matériaux employés ou des conditions d'exécution (cela comprend les fournitures et la main d'œuvre).

La demande du maître d'ouvrage précise le délai dans lequel le titulaire est tenu de traiter les désordres.

8. Clauses d'exécution financière

8.1 Prix

8.1.1 Forme et contenu du prix

Les prix du présent accord-cadre sont réputés inclure toutes les charges nécessaires à l'exécution des travaux (charges de personnel ; matériaux ; matériels ; outillages ; établissement de tous les documents nécessaires à la réalisation des prestations ; frais généraux ; protection et maintien en service des réseaux existants ; frais résultant des conditions météorologiques ; assurances, exigences du contrôleur technique ; frais résultant des mesures nécessitées par la protection des travaux jusqu'à leur réception ; nettoyage et remise en état des lieux ; interventions nécessitées en cours de période de garantie : frais de déplacement et de main d'œuvre, etc.) ; toutes les charges fiscales ou autres applicables aux prestations objet du présent marché.

De manière générale, les prix tiennent compte de l'ensemble des sujétions particulières inhérentes au contenu même de l'exécution des prestations. A ce titre, le titulaire ne pourra prétendre à aucun supplément de prix, ni à aucune indemnité quelconque.

Les travaux se rapportant à un marché subséquent seront réglés par application des prix remis par le titulaire dans son offre lors de la passation du marché subséquent.

L'acheteur public est susceptible de solliciter des titulaires de l'accord-cadre des justifications des prix proposés.

A défaut de précision dans le marché subséquent, les prix sont réputés fermes, non révisables.

Le titulaire de l'accord-cadre est tenu de se référer, s'agissant de prestations identifiées dans le bordereau de prix de l'accord-cadre, à ces prix.

Autrement dit, les prix définis pour les prestations identifiées dans le bordereau des prix de l'accord-cadre constituent des plafonds que le titulaire ne saurait excéder dans le cadre de ses propositions financières pour les marchés subséquents.

Le titulaire peut remettre une proposition en minorant le prix établi par rapport au prix plafond.

Cette disposition s'applique également au coefficient applicable au montant du devis remis pour les fournitures.

L'acheteur public est susceptible de solliciter des titulaires de l'accord-cadre des justifications des prix proposés.

A défaut de précision dans le marché subséquent, les prix sont réputés fermes, non révisables.

8.1.2 Variation des prix du Bordereau des prix de l'accord-cadre

Les prix énoncés dans le bordereau des prix unitaires (BPU) de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois correspondant à la date limite de remise des offres **juillet 2025**. Ce mois est appelé « mois zéro » (Mo).

Les prix du bordereau des prix de l'accord-cadre sont révisés comme suit :

- Les prix peuvent varier à la hausse comme à la baisse.
- **Chaque titulaire de l'accord-cadre produit – deux mois avant la date de l'anniversaire de notification de l'accord-cadre, un bordereau des prix unitaires révisés applicable jusqu'à la prochaine échéance de l'accord-cadre.**
- A défaut de respecter ce délai, les prix applicables sont ceux en vigueur au moment de la notification de l'accord-cadre.
- Pour rappel, les prix du bordereau des prix unitaires doivent exactement correspondre aux prix publics pratiqués par le titulaire.

Clause de « butoir »

L'augmentation annuelle des prix ne saurait être supérieure à l'évolution de l'indice de prix des travaux d'installation d'éclairage public. La clause « butoir » sera vérifiée sur les références du devis quantitatif estimatif « masqué » ayant servi au jugement des offres de l'accord-cadre.

Le coefficient de révision (A) pris en compte pour apprécier l'augmentation maximale annuelle des prix est le suivant :

$$A = 0,15 + [0,85 (TP12b n / TP12b o)]$$

Index de référence TP 12b = Index Travaux Publics – Eclairage public – Travaux d'installation
 identifiant INSEE = 001711003 : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001711003>

TP 12b o	Valeur de l'indice au mois Mo correspondant à la date limite de réception des offres et figurant en première page du présent CCAP, à savoir : juillet 2025
TP 12 b n	Valeur du dernier indice définitif publié connu au mois de révision des prix

La valeur des index sont publiées auprès des organismes suivants : INSEE, LE MONITEUR.

Le coefficient de variation de prix est calculé sur la base de sixième décimale et arrondi au millième supérieur.

Cas de l'arrêt de la série chronologique d'un indice :

- ❖ Soit une nouvelle série chronologique est proposée (appelée série poursuivante)
 - Avec un coefficient de raccordement C
 Le nouvel indice est calculé selon la formule suivante :
 Valeur du nouvel indice à la date $t = V_{pt} \times C$
 Où V_{pt} représente la valeur définitive à la date t de la série poursuivante et où C représente la valeur du coefficient de raccordement fourni.
 - Sans coefficient de raccordement
 Le coefficient de raccordement C est calculé selon la formule suivante :

$$C = \frac{V_a}{V_p}$$
 Où V_a représente la dernière valeur de la série arrêtée et V_p représente la valeur de la série poursuivante à la même date.
- ❖ Soit aucune nouvelle série chronologique est proposée
 La série arrêtée est poursuivie par une nouvelle série choisie par accord entre le titulaire et l'Acheteur avec application d'un coefficient de raccordement C calculé selon la formule précédente.

8.1.3 Actualisation des prix des travaux faisant l'objet de marchés subséquents « ordinaires » rémunérés à prix global et forfaitaire

Les travaux se rapportant à chaque marché subséquent ordinaire seront réglés par application des prix remis par le titulaire dans son offre lors de la passation du marché subséquent.

A défaut de précision dans le marché subséquent, les prix sont réputés fermes, non révisables.

Pour les marchés subséquents qui seraient conclus peu de temps avant la révision des prix plafonds de l'accord-cadre, les prix pourront être actualisés si l'exécution des travaux débute plus de trois mois après la fixation du prix (date limite de remise des offres du marché subséquent). Les prix sont actualisés selon la formule suivante :

$$\text{Prix actualisé} = \text{prix initial} \times (\text{TP 12b n} - 3 \text{ mois} / \text{TP 12b o}).$$

Index de référence TP 12b = Index Travaux Publics – Eclairage public – Travaux d'installation
(identifiant INSEE = 001711003)

TP 12b o	valeur de l'indice au mois Mo correspondant à la date limite de réception des offres du marché subséquent
TP 12 b n	valeur de l'indice à la date de début d'exécution des prestations – 3 mois

La valeur des index sont publiées auprès des organismes suivants : INSEE, LE MONITEUR.

Le coefficient de variation de prix est calculé sur la base de sixième décimale et arrondi au millième supérieur.

8.2 Retenue de garantie

Une retenue de 5% (cinq pour cent) peut être appliquée sur le prix initial du marché subséquent. Le cas échéant, elle est prélevée par fractions sur chacun des versements autres qu'une avance. La retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande ou, si les deux parties en sont d'accord, par une caution personnelle et solidaire dans les conditions prévues par la réglementation.

La libération de la retenue de garantie et, le cas échéant, de la garantie à première demande ou de la caution personnelle et solidaire intervient dans les conditions prévues par l'article R.2191-35 du code de la commande publique.

La retenue de garantie est remboursée dans un délai de trente jours à compter de la date d'expiration du délai de garantie.

Toutefois, si des réserves ont été notifiées au créancier pendant le délai de garantie et si elles n'ont pas été levées avant l'expiration de ce délai, la retenue de garantie est remboursée dans un délai de trente jours après la date de leur levée.

8.3 Primes

Sans objet.

8.4 Avance (marché subséquent ordinaire)

Si le titulaire ne la refuse pas dans l'acte d'engagement, une avance lui est accordée dans les conditions prévues aux articles L.2191-2 et R.2191-3 et s. du code de la commande publique (montant initial du marché supérieur à 50 000 € HT & délai d'exécution supérieur à 2 mois).

Le montant de cette avance est fixé à 10% du montant du marché.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai de trente jours suivant la notification du marché.

Le remboursement de l'avance débute dès que le montant cumulé des prestations qui figure à un décompte mensuel atteint ou dépasse 65% du montant initial du marché. Le remboursement doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées atteint 80% du montant du marché.

Si le titulaire est un groupement d'entreprises, le droit à l'avance ne s'apprécie pas au regard du montant de la part des prestations devant être exécutée par chacun des membres mais par rapport au montant total du marché. Le régime du remboursement s'applique au mandataire et à chacun de cotraitants en fonction de l'avancement des prestations de chacun.

8.5 Acomptes (marché subséquent)

Tout versement d'acompte s'effectue dans le cadre des dispositions prévues par les articles L.2191-4 et R.2191-20 à R.2191-22 du code de la commande publique, sur la base des prestations réellement exécutées.

La périodicité des acomptes est mensuelle.

8.6 Cession et nantissement de créances

Les créances nées ou à naître dans le cadre du présent marché peuvent être cédées ou nanties conformément aux articles L.2191-9 et R.2191-45 et s. du code de la commande publique.

9. Modalités de facturation et de paiement

Le règlement des comptes se fait par acompte et solde dans le cas des travaux confiés au titulaire d'un marché subséquent.

Les modalités de règlement sont précisées par les dispositions qui suivent.

9.1 Travaux confiés au titulaire d'un marché subséquent

9.1.1 Décomptes et acomptes

Au cours de l'exécution des travaux, le titulaire adresse ses projets de décomptes mensuels sur le portail CHORUS PRO.

Les projets de décomptes mensuels prennent la forme d'un « état navette » déterminant, pour chaque poste ou groupe de postes, leur pourcentage d'avancement ou les quantités exécutées. Les projets de décomptes mensuels sont cumulatifs depuis le début de l'exécution du marché. Ils font ressortir la période d'exécution des travaux, le montant cumulé HT, le taux et le montant de la

TVA (et le numéro de la TVA intracommunautaire, le cas échéant).

Les calculs de variation des prix, de remboursement des avances, des pénalités sont effectués par le service comptable du maître d'ouvrage.

Le montant de chaque acompte mensuel est déterminé par l'Acheteur, en considération de l'avancement des travaux objet du présent marché.

Chaque acompte mensuel correspond au montant des sommes dues au titulaire pour l'intervalle compris entre deux décomptes mensuels successifs.

9.1.2 Décompte final (art. 12.3 du CCAG TRAVAUX)

Le projet de décompte final est la demande de paiement finale du titulaire, établissant le montant total des sommes auquel le titulaire peut prétendre du fait de l'exécution du marché dans son ensemble.

Par dérogation à l'article 12.3.2 du CCAG TRAVAUX, le titulaire n'est recevable à présenter son projet de décompte final qu'après la décision de réception des travaux sans réserve ou après qu'il a été constaté par le maître d'œuvre que l'ensemble des réserves ont été levées.

Le projet de décompte final, établi par le titulaire, comprend un état récapitulatif du montant détaillé des prestations cumulées réalisées (exprimé en € HT), du montant de la TVA calculé sur ce montant (étant précisé que le taux de TVA sera celui applicable à la date de réalisation des prestations correspondantes), du détail des pénalités éventuelles.

Comme pour les décomptes mensuels, le projet de décompte final est établi à partir des prix initiaux du marché.

Le titulaire est lié par les indications figurant au projet de décompte final (sauf sur les points ayant fait l'objet de réserves antérieures de sa part).

9.2 Décompte général et définitif (art. 12.4 du CCAG TRAVAUX)

○ Le maître d'œuvre accepte ou rectifie le projet de décompte final établi par le titulaire. Le projet accepté ou rectifié devient le décompte final.

○ Le maître d'œuvre établit un projet de décompte général qui comprend le décompte final, l'état du solde et la récapitulation des acomptes mensuels et du solde.

○ Le projet de décompte général est signé par l'Acheteur et devient le décompte général.

○ L'Acheteur notifie au titulaire le décompte général (soit par courrier soit par courriel) dans un délai de 40 jours (par dérogation à l'article 12.4.3 du CCAG TRAVAUX) à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- Date de réception par le maître d'œuvre du projet de décompte final (et s'il a été adressé

avant que les réserves prononcées à la réception n'aient été levées, à compter de la date de la levée de ces réserves)

- Date de publication des index utilisés dans la formule de variation des prix.

○ Le titulaire dispose d'un délai de 45 jours à compter de la notification du décompte général pour envoyer à l'Acheteur (copie au maître d'œuvre) le décompte général revêtu de sa signature (avec ou sans réserve) ou pour faire connaître les motifs de son refus de signature.

○ Si le décompte général est signé sans réserve, il devient le décompte général et définitif (DGD) du marché. La date de réception du DGD constitue le point de départ du délai global de paiement.

En cas de contestation sur les sommes dues, l'Acheteur règle - dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception du décompte général assorti des réserves émises par le titulaire ou de la date de réception des motifs pour lesquels le titulaire refuse de signer le décompte général – les sommes admises dans le décompte final.

Les parties s'engagent à régler leur désaccord à l'amiable (cf. art. 55 du CCAG TRAVAUX).

9.3 Transmission des demandes de paiement

Les travaux font l'objet de décomptes mensuels pendant la période d'exécution et d'un décompte final établi après la réception des travaux et la levée des éventuelles réserves par le titulaire.

9.3.1 Facture (demande de paiement)

Chaque facture comprend obligatoirement les éléments suivants :

- Le numéro du présent marché ;
- Le nom et la raison sociale du créancier, la date d'émission de la facture ainsi que son numéro ;
- Le numéro d'engagement juridique du système d'information comptable de la collectivité. Ce numéro (comprenant 10 caractères) figure sur le bon de commande ou l'ordre de service adressé au titulaire.
- Le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- La période d'exécution des prestations ;
- Le décompte des sommes dues (y compris le décompte des pénalités de retard et des avances à rembourser) ;
- L'indication du taux et du montant de la TVA applicable (et le numéro de TVA intracommunautaire, le cas échéant) ;
- La désignation de l'Acheteur (débiteur)

Pour les fournitures mises en œuvre hors BPU, un coefficient majorateur prévu au BPU sera appliqué sur le prix des fournitures.

Le devis remis par le titulaire devra impérativement être accompagné du devis du fournisseur avant que le donneur d'ordre ne passe commande.

De même, la facture du titulaire doit impérativement être accompagnée de la facture du fournisseur des équipements d'éclairage pour être validée. La non remise de la facture du fournisseur entraîne le rejet de la facture du titulaire et ne fera l'objet d'aucun règlement.

L'acheteur s'engage à conserver le secret commercial c'est-à-dire ne pas divulguer les prix pratiqués à et par ses concurrents.

9.3.2 Transmission des demandes de paiement

Une facture n'est considérée comme complète qu'à compter de la réception de l'ensemble des pièces la composant.

Le titulaire du marché s'engage à mettre en place les contrôles préalables à l'envoi de toute facturation afin d'éviter au maximum le rejet de factures incomplètes ou comportant des incohérences.

Toute facture doit être déposée sur le portail CHORUS PRO, en application de l'article 3 de l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 et du décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr>

Il est rappelé que l'utilisation du portail Chorus Pro est exclusive de tout autre mode de transmission.

9.4 Délai de paiement

Le délai dont dispose l'Acheteur pour procéder au paiement des factures est fixé à 30 jours maximum (à compter de la réception du DGD).

9.5 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement des avances, des acomptes ou du solde dans le délai fixé par le présent CCAP donne droit au titulaire au versement d'intérêts moratoires, calculés depuis l'expiration dudit délai jusqu'au jour du paiement et à l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Le taux des intérêts moratoires applicables en cas de dépassement du délai maximum de paiement est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

10. Revue de contrat / Clause de revoyure

10.1 Revue de contrat

L'acheteur se réserve la possibilité d'organiser une revue de contrat à échéance régulière (semestrielle, annuelle, etc.) avec les titulaires du présent accord-cadre. À cette fin, chaque titulaire doit se rendre disponible pour participer à cette revue de contrat.

La revue de contrat peut avoir pour objet d'assurer le suivi de l'exécution du présent accord-cadre : évaluation des travaux exécutés par le titulaire, respect par l'acheteur du délai de paiement, etc.

Ce dispositif permet ainsi d'assurer un suivi de la relation fournisseur dans un objectif constant d'amélioration de la qualité de l'offre. En cela, elle permettra d'identifier d'éventuelles problématiques et de convenir de solutions de sorte à prévenir tout litige entre l'acheteur et le titulaire.

10.2 Clause de revoyure / de réexamen

L'acheteur ou le titulaire peut être à l'initiative d'un rendez-vous de négociation pour résoudre une situation avant qu'elle ne prenne des proportions plus graves, tant techniquement, commercialement que financièrement.

La clause de revoyure / de réexamen peut être déclenchée dans les cas suivants :

- En cas de modifications de la réglementation imposant l'évolution de certaines fournitures / matériels ;
- En cas de difficultés importantes voire de rupture d'approvisionnement de l'un ou de plusieurs fournitures figurant au BPU ;
- En cas d'ajustement du BPU ;
- En cas d'avancées technologiques permettant une meilleure réponse au besoin de l'acheteur.

L'acheteur et le titulaire examineront les possibilités d'évolution des modalités d'exécution des travaux, sans toutefois porter atteinte à l'économie du contrat. L'ensemble des modifications contractuelles convenues entre les parties sera détaillé par voie d'avenant au présent accord-cadre.

Cas particulier de l'augmentation exceptionnelle du prix des matières premières, matériaux ou équipements indispensables à l'exécution des travaux

Si les titulaires du présent accord-cadre sont confrontés à une augmentation du prix des matériaux / équipements tels que celle-ci emporte un déséquilibre temporaire de l'économie du marché subséquent à bons de commandes ou d'un marché subséquent ordinaire, leur titulaire est tenu de démontrer que la flambée des coûts des fournitures excède l'aléa économique normal inhérent à

tout contrat.

- S'agissant du bordereau des prix unitaires :

Le bordereau des prix unitaires peut être révisé exceptionnellement en cours d'exécution du présent accord-cadre / marché subséquent à bons de commandes dès lors d'une part, que le titulaire démontre le caractère imprévisible et exceptionnel de l'augmentation des prix et d'autre part, que cette augmentation des prix n'est pas absorbée par la clause de variation des prix prévue au présent marché.

A cette fin, le titulaire s'attachera à justifier l'augmentation des prix unitaires, en fournissant (par exemple) les factures émises par ses fournisseurs (en amont et en aval de la période d'augmentation ou de révision des prix). La production d'éléments imprécis, qui n'évoquent que de manière générale le contexte économique, ne pourront permettre de faire droit à une quelconque demande de révision des conditions financières.

Si les parties s'accordent à réviser exceptionnellement le bordereau des prix unitaires, cette révision pourra être admise pour une période temporaire (dont la durée sera déterminée entre les parties), éventuellement reconduite si le contexte économique demeure inchangé.

- S'agissant du prix des travaux confiés dans le cadre d'un marché subséquent ordinaire

Il ne sera procédé à aucune modification du prix global et forfaitaire d'un marché subséquent ordinaire en cours d'exécution de celui-ci en raison du caractère intangible des prix. Seule une indemnisation sur le fondement de la théorie de l'imprévision est envisageable.

Le titulaire pourra solliciter une indemnisation sur le fondement de la théorie de l'imprévision dans les conditions suivantes :

- Il appartient au titulaire de démontrer que cette augmentation :
 - était imprévisible, soit dans sa survenance, soit dans son ampleur (et ce considérant le caractère avisé et professionnel du titulaire qui aura construit son offre financière en fonction de la fluctuation connue des cours des matières premières) ;
 - emporte un bouleversement de l'économie du contrat. A cet égard, le titulaire est tenu d'apporter tous les justificatifs nécessaires, et notamment les preuves que l'achat des matériaux concernés était bien postérieur à la période durant laquelle le prix de ces derniers a augmenté de façon imprévisible.
- La demande d'indemnisation doit être établie dans le cadre du projet de décompte final.

11. Clauses administratives

11.1 Pièces constitutives du marché & Hiérarchie des pièces contractuelles

9.1.1 Pièces constitutives de l'accord-cadre

Par dérogation à l'art. 4.1 du CCAG TRAVAUX, les pièces constitutives du marché, par ordre d'importance décroissante, sont les suivantes :

1) Pièces particulières

- a) L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles
- b) Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes
- c) Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- d) Le bordereau des prix unitaires
- e) Le mémoire technique et ses annexes le cas échéant remis par le candidat à l'appui de son offre
- f) Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs modifications éventuelles

2) Pièces générales (documents non fournis et réputés être connus du titulaire).

- a) Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG-TRAVAUX) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021,
- b) L'ensemble des clauses techniques et du droit en vigueur applicable aux travaux objet du présent marché (y compris lorsqu'il n'est pas expressément mentionné dans le présent marché). A cet égard, le titulaire doit se tenir informé de l'évolution de la législation et de la réglementation ainsi que de l'homologation des normes. En cas d'évolution pendant le déroulement des travaux des lois, règlements ou normes applicables au présent marché, le titulaire doit en informer par écrit le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre ainsi que de ses incidences sur le projet pour convenir avec eux de la prise en compte ou non de cette évolution.

9.1.2 Pièces constitutives des marchés subséquents

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG TRAVAUX, les pièces contractuelles de chaque marché subséquent prévalent dans l'ordre ci-après défini :

- L'ensemble des pièces particulières et générales de l'accord-cadre (citées à l'article précédent)
- Les pièces particulières propres au marché subséquent :
 - ❖ l'Acte d'engagement (AE) et ses annexes éventuelles
 - ❖ le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) propre au marché subséquent

- ❖ le bordereau des prix le cas échéant
- ❖ la DPGF le cas échéant
- ❖ la proposition technique remise pour le marché subséquent le cas échéant

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du présent marché, elles prévalent dans l'ordre indiqué ci-avant : la pièce de rang le plus élevé prévaut.

En cas de litige, seul l'original des pièces détenu par le maître d'ouvrage fait foi.

11.2 Forme des notifications et informations au titulaire / Ordres de service

11.2.1 Forme des notifications

Pour la vie courante du chantier, les échanges dématérialisés entre les parties sont autorisés.

Pour les communications importantes (ordres de services et réserves dont ils font l'objet ; demandes de paiement ; réclamations ; actes afférents à la réception, à la levée des réserves et aux garanties ; mises en demeure et sanctions), les moyens permettant d'attester la date et l'heure de réception seront utilisés.

11.2.2 Ordres de services

Par dérogation aux dispositions des art. 2 et 3.8 du CCAG TRAVAUX, les ordres de service seront préparés, datés et signés par le maître d'œuvre qui les notifiera au titulaire.

11.3 Assurances

11.3.1 Assurances du titulaire

Le titulaire est tenu de justifier – avant la notification du marché (**par dérogation à l'art. 8.1.3 du CCAG TRAVAUX**) – qu'il est titulaire :

- D'une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux (intégralité des conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant lui incomber, à quelque titre que ce soit, à la suite de dommages corporels, matériels et/ou immatériels du fait ou à l'occasion de la réalisation des travaux) ;
- D'une assurance couvrant la responsabilité civile décennale résultant des principes dont s'inspirent les art. 1792 et s. du code civil.

Ces attestations porteront mention de l'étendue de la garantie ; l'assurance du titulaire comportera des montants de garantie suffisants quant aux risques encourus.

Ces attestations d'assurance doivent être renouvelées en cours d'exécution des travaux (si le chantier dure plus d'une année civile), au plus tard le 15 janvier de la nouvelle année civile.

11.3.2 Assurances du maître d'ouvrage

Assurance « Tous risques chantier »	Sans objet
Assurance « Dommage – Ouvrage »	Sans objet

11.4 Modifications dans la situation du titulaire

Le titulaire est tenu de notifier, sans délai, à l'Acheteur toutes les modifications importantes de son fonctionnement pouvant influencer sur l'exécution du marché.

11.4.1 Changement sans création d'une nouvelle personne morale ou physique

Tout changement de raison sociale ou de dénomination sociale, de siège social ou de domicile, du compte à créditer ou encore dans la personne ayant le pouvoir d'engager le titulaire, doit être notifié à l'Acheteur, par courrier ou courriel ([commandepublique@cud.fr](mailto:commandepublique@ cud.fr)).

Cette notification doit être accompagnée, selon les cas, d'un exemplaire du journal d'annonces légales ou du nouveau relevé d'identité bancaire.

11.4.2 Changement entraînant la création d'une nouvelle personne morale ou physique

Lorsque le changement entraîne la création d'une nouvelle personne morale (fusion, absorption, reprise de société dans le cadre d'une liquidation judiciaire, etc.) ou d'une nouvelle personne physique, un avenant de transfert doit être conclu entre l'Acheteur et le nouveau titulaire.

Ce dernier devra apporter la preuve qu'il peut assurer la continuité du présent marché, dans les conditions définies par l'Acheteur et conformément à l'offre technique et commerciale retenue par la collectivité.

L'Acheteur vérifie que le nouveau titulaire dispose des moyens financiers et techniques lui permettant d'assurer la continuité du marché et vérifie la régularité de la situation fiscale et sociale du nouveau titulaire.

A défaut, le changement ne sera pas accepté par l'Acheteur et le présent marché sera résilié pour motif d'intérêt général.

11.4.3 Changement de situation : procédure de sauvegarde, redressement ou liquidation judiciaire

Le titulaire informe l'Acheteur, par courrier ou courriel ([commandepublique@cud.fr](mailto:commandepublique@ cud.fr)), de l'ouverture d'une procédure de sauvegarde, d'une mesure de redressement judiciaire ou de sa mise en liquidation judiciaire.

En cas d'ouverture d'une procédure de sauvegarde, l'Acheteur interrogera l'administrateur judiciaire pour savoir s'il entend poursuivre ou non l'exécution du présent marché. En l'absence de réponse de l'administrateur dans un délai d'un mois, le présent marché sera résilié de plein droit.

Dans le cas du prononcé d'une mesure de redressement judiciaire, l'absence d'information de l'Acheteur - dans un délai de 3 mois suivant le prononcé de ladite mesure – emporte la résiliation de plein droit du présent marché.

L'Acheteur pourra adresser une mise en demeure à l'administrateur qui disposera d'un délai d'un mois pour se prononcer sur la poursuite du présent marché public (art. L.622-13).

Le présent marché sera résilié si, après mise en demeure de l'administrateur judiciaire, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire. Le cas échéant, la résiliation est prononcée sans aucune indemnité et prend effet à la date du redressement judiciaire.

Dans le cas de sa mise en liquidation judiciaire, le titulaire informe l'Acheteur en produisant une copie du jugement de liquidation judiciaire qui désigne le liquidateur.

L'Acheteur met en demeure le liquidateur de se prononcer sur la poursuite de l'exécution du présent marché (art. L. 641-10 du code de commerce). Si ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire (quand bien même le prononcé de la liquidation s'accompagne d'une période de maintien de l'activité du titulaire) ou en l'absence de réponse au terme d'un délai d'un mois suivant la mise en demeure, le présent marché est résilié. La résiliation prend effet à la date de la liquidation et n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

11.5 Modifications de l'accord-cadre ou d'un marché subséquent s'y rapportant

Le présent marché peut être modifié conformément aux articles L.2194-1 et R.2194-1 et s. du code de la commande publique, et notamment :

- Pour confier l'exécution de prestations supplémentaires, quel que soit leur montant, dès lors qu'elles sont nécessaires et qu'un changement de titulaire est impossible pour des raisons économiques ou techniques ;
- Pour indemniser des surcoûts résultant d'une suspension ou de l'instauration de modalités plus contraignantes (que celles applicables au jour de la date de remise des offres) d'exécution des travaux, inhérents à un événement imprévisible (crise sanitaire, par ex.) :
 - Coûts liés à la suspension du chantier et plus particulièrement les charges d'attente

avant la reprise du chantier (coûts liés aux mesures de conservation et de gardiennage des travaux interrompus ; coûts liés aux personnels et matériels immobilisés et qui n'ont pu être réaffectés ailleurs ; etc.). L'indemnisation de ces coûts suppose que l'Acheteur ait décidé de suspendre l'exécution du chantier en dépit de la volonté et de la capacité du (ou des) titulaire(s) à poursuivre les travaux (décision d'ajournement). En revanche, si la suspension des travaux résulte d'une initiative d'un (ou des) titulaire(s) ou de l'incapacité de ce(s) dernier(s) à les poursuivre, l'indemnisation des frais et préjudices subis du fait de l'ajournement n'est pas due par l'Acheteur.

- Coûts liés à la reprise « en mode dégradé » du chantier. L'application de consignes plus contraignantes que celles en vigueur au jour de la notification du présent marché (ainsi que la réorganisation du chantier qui en découle) peut engendrer des frais supplémentaires à la charge du ou des membres du (ou des) titulaire(s) intervenant sur le chantier (charges supplémentaires en lien avec le décalage du planning, pertes de productivité, fournitures d'EPI supplémentaires, etc.). Ces coûts ne seront indemnisés que s'ils ont pour effet de bouleverser l'économie du présent contrat (application de la théorie de l'imprévision). Les parties conviennent que le bouleversement de l'économie du contrat est caractérisé dès lors que les surcoûts occasionnés par la reprise et la réorganisation du chantier dépasse le seuil de 15% par rapport au montant des travaux (hors prestations de conception et de contrôle technique) ;

- Pour formaliser une cession du présent marché
- Pour apporter une modification non substantielle.

12. Sanctions / Résiliation du marché

12.1 Sanctions financières

Faute pour le titulaire de remplir les obligations qui lui sont imposées par le présent marché, **et par dérogation à l'article 19 du CCAG TRAVAUX**, des pénalités pourront être infligées au titulaire au profit de l'Acheteur (sans préjudice, s'il y a lieu, des dommages et intérêts envers les tiers) dans les cas suivants :

Motifs	Montant de la pénalité
Retard ou non transmission des plans d'exécution et du planning d'exécution à réception de l'ordre de service (Art 4.2 du CCAP)	150 € par jour calendaire de retard

Retard ou non transmission des fiches techniques des produits / matériels ou fiches de validation du matériel	150 € par jour calendaire de retard
Non-respect de la date de commencement des travaux	300 € par jour calendaire de retard
Retard dans l'exécution d'une des tâches critiques des travaux (mentionnées au planning d'exécution) à la charge du titulaire (art. 5 de l'AE et art. 3 du présent CCAP) → Les pénalités pourront être infligées qu'il s'agisse d'un retard dans le délai global d'exécution des travaux ou d'un retard dans un délai partiel ou d'un retard dans la levée des réserves.	750 € par jour calendaire de retard
Absence aux réunions de chantier ou participation d'une personne n'ayant pas le pouvoir d'engager le titulaire (art 3.3.2 du présent CCAP)	150 € par constat
Non-respect des dispositions du CCTP relatives à la signalisation et la protection des chantiers	150 € par constat
Retard dans le repliement des installations de chantier et/ou remise en état des lieux et/ou nettoyage après exécution	300 € par jour calendaire de retard
Retard ou non transmission du DOE ou des éléments nécessaires à l'établissement du DIUO (art. 5.3 ET 5.4 du présent CCAP)	150 € par jour calendaire de retard et par document
Absence de réponse non justifiée à une consultation de marché subséquent	150 € forfaitaire

Toutes les pénalités sont encourues sur simple constatation, par l'acheteur, du manquement ci-dessus mentionné, sans mise en demeure préalable. Les pénalités s'appliquent dès le premier euro. Elles sont cumulables. Les pénalités correspondent à une sanction appliquée même en l'absence de tout préjudice subi par l'Acheteur.

12.2 Résiliation du marché

12.2.1 Résiliation pour motif d'intérêt général

Par dérogation à l'art. 50.4 du CCAG TRAVAUX, dans le cas où le présent marché est résilié

pour motif d'intérêt général, le titulaire du présent marché ne peut prétendre à une indemnité de résiliation.

Dans le cas spécifique où le présent marché est résilié par suite du refus de la cession du contrat (changement entraînant la création d'une nouvelle personne morale ou physique), le titulaire du présent marché ne peut prétendre à une indemnité de résiliation.

12.2.2 Résiliation pour faute

L'acheteur se réserve le droit de résilier le présent accord-cadre aux torts du titulaire dans le cas où celui-ci aurait manqué à ses engagements ou obligations, et notamment en cas de manquement à la sécurité sur un ou plusieurs chantier(s), de non-respect récurrent des délais d'exécution, d'infractions aux dispositions du code du travail en matière de travail dissimulé, non-respect des règles relatives à la sous-traitance, mauvaise exécution répétée des travaux (qu'il s'agisse de bons de commandes et/ou de marchés subséquents ordinaires), facturations répétées ne correspondant pas aux travaux réellement exécutés (ex : prestations facturées mais non exécutées).

L'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues au présent marché, aux frais et risques* du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée pour faute du titulaire.

* Les excédents sont réputés comprendre les frais de lancement d'une nouvelle consultation (frais de publication, etc.) ; le surcoût résultant de la passation du marché de travaux de substitution déterminé par la différence entre le montant notifié du nouveau marché et le montant des travaux restant à réaliser tels qu'arrêté dans le décompte de résiliation ; les incidences financières à la charge de l'acheteur induites sur les marchés des autres intervenants participant à l'opération (maître d'œuvre, contrôleur technique, coordonnateur SPS) telles qu'elles sont chiffrées dans les avenants aux marchés concernés ainsi que les frais administratifs divers. Le cas échéant, un titre de recette est émis si les surcoûts ne peuvent entièrement être prélevés sur les sommes restant à régler au titulaire.

13. Clauses réglementaires

13.1 Confidentialité / Sécurité

Cf. article 5 du CCAG TRAVAUX

13.2 Respect des dispositions du code du travail

13.2.1 Co-contractant établi en France

Conformément aux dispositions de l'art. D.8222-5 du Code du travail, le titulaire – s'il est établi en France – est tenu de remettre à l'Acheteur (par courriel, à l'adresse commandepublique@tud.fr), tous les six mois jusqu'à la fin du présent marché, une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale qui émane de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement desdites cotisations et contributions.

13.2.2 Co-contractant établi à l'étranger

Conformément aux dispositions de l'art. D.8222-7 du Code du travail, le titulaire – s'il est établi à l'étranger – est tenu de remettre à l'Acheteur (par courriel, à l'adresse commandepublique@tud.fr), tous les six mois jusqu'à la fin du présent marché :

- Un document mentionnant son numéro individuel d'identification attribué en application de l'article 286 ter du code général des impôts ou, si le co-contractant n'est pas tenu d'avoir un tel numéro, un document mentionnant son identité et son adresse ou, le cas échéant, les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France ;
- Un document attestant de la régularité de la situation sociale du cocontractant et, lorsque la législation du pays de domiciliation le prévoit, un document émanant de l'organisme gérant le régime social obligatoire et mentionnant que le cocontractant est à jour de ses déclarations sociales et du paiement des cotisations afférentes, ou un document équivalent ou, à défaut, une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale.

13.3 Travailleurs étrangers

Conformément aux dispositions de l'article D.8254-4 du code du travail, le titulaire est tenu de remettre à l'Acheteur (par courriel, commandepublique@tud.fr), tous les six mois jusqu'à la fin du présent marché, la liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail et intervenant dans le cadre du présent marché.

13.4 Travailleurs détachés

En application de l'article L. 1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire procède à un détachement de travailleurs, il fournit à l'Acheteur (par courriel, commandepublique@tud.fr), avant le début du détachement, une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'Inspection du travail ainsi qu'une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du code du travail.

Ces dispositions s'appliquent également pour chacun des sous-traitants directs ou indirects que l'Acheteur accepte ainsi que pour chacune des entreprises exerçant une activité de travail temporaire avec laquelle le titulaire ou l'un de ses sous-traitants a contracté.

En outre, si l'Acheteur est informée par écrit par l'un des agents de contrôle mentionnés à l'article L. 8271-1-2 du code du travail du non-paiement partiel ou total du salaire minimum légal ou conventionnel dû au salarié, détaché au sens de l'article L. 1261-3 du code du travail, par son cocontractant, par un sous-traitant direct ou indirect ou par un cocontractant d'un sous-traitant, il enjoint aussitôt, par écrit, à ce sous-traitant ou à ce cocontractant, ainsi qu'au donneur d'ordre immédiat de ce dernier, de faire cesser sans délai cette situation.

A compter du jour de la réception de l'injonction mentionnée à l'article L. 1262-4-3 du code du travail, l'employeur détachant des salariés informe, dans un délai de sept jours, l'Acheteur des mesures prises pour faire cesser la situation. En cas d'absence de régularisation effective de la situation par l'employeur, le marché est résilié pour faute.

14. Dérogations au CCAG -TX

Les dérogations au CCAG TRAVAUX sont explicitement mentionnées dans le présent CCAP et ne font pas l'objet d'un récapitulatif, par dérogation à l'article 1.2 du CCAG TRAVAUX.

En cas de silence du marché, le CCAG travaux s'applique pleinement.